

Communauté Urbaine, pauvreté et corruption : le cas d'Annaba, Algérie

Nadji KAHOUA*
Lucretia Mariana CONSTANTINESCU**

Résumé : La population, dans la plupart des pays méditerranéens, en particulier en Algérie, se concentre dans des communautés urbaines, des villes de plus ou moins grande importance, et des régions urbaines littorales. Cette tendance à la croissance très rapide des communautés urbaines entraîne de multiples conséquences aussi bien économiques que sociales sur l'usage des ressources et leur répartition. Le territoire urbain est ainsi le lieu où se croisent les ressources, les populations et les activités de

production et de gestion. Analyser la corruption en tant que triple phénomène (économique, sociale et institutionnel) en prenant une communauté urbaine (celle d'Annaba dans cette recherche) peut s'avérer ainsi très fructueux en matière d'enseignements sur ce phénomène central et ses impacts dans les pays Nord Africains.

Mots-clés : corruption, pauvreté, institutions, communauté urbaine, Annaba, Algérie

* Enseignant Chercheur, Université Badji Mokhtar, Annaba, Laboratoire d'économie et environnement, nadji.khaoua@gmail.com

** Enseignant Chercheur, Université Valahia, CEDIMES de Targoviste, maractinescu@gmail.com

Urban Community, poverty and corruption: the case of Annaba, Algeria

Abstract: The population in the most Mediterranean countries, particularly in Algeria, is concentrated to the urban communities, cities with more or less importance, urban and coastal regions. This trend of rapid growth of the urban communities leads to multiple consequences both economically and socially on the use of resources and their distribution. The urban is the area where cross the resources, the population and the production activities and yours

management.

To analyze the corruption as a phenomenon triple (economic, social and institutional) through an urban community (as Annaba's case in this research) it may well prove very fruitful in terms of lessons on this central phenomenon and its impacts in the North African countries.

Keywords: corruption, poverty, institutions, urban community, Annaba, Algeria

Introduction

La population, dans la plupart des pays méditerranéens, en particulier en Algérie, se concentre dans des communautés urbaines, des villes de plus ou moins grande importance, et des régions urbaines littorales. Ainsi, plus de 80 % de la population algérienne se concentre sur une bande littorale qui s'étend d'Ouest en Est sur environ 1200 km de long, et une largeur de seulement 60 km. Les données disponibles évaluent la population totale en 2007 à environ 34 millions d'habitants. La part vivant sur la bande littorale approcherait donc les 27.200.000 habitants. Sur cette bande littorale se concentre six des plus grandes villes algériennes, dont la capitale, Alger, au centre, Oran à l'Ouest et Annaba, à l'Est. La concentration urbaine entraîne ipso facto la concentration des différentes ressources ainsi que des principales activités économiques, dans et autour des tissus urbains littoraux. Les institutions administratives et politiques sont aussi présentes et tentent de gérer la collectivité. La communauté urbaine est ainsi le lieu de rencontres des populations, de leurs activités et des pouvoirs institutionnels de gestion et de régulation socio politique et économique. L'absence de tradition démocratique et la faible diffusion du savoir (*les données les plus récentes indiquent que plus de 8% de la population totale sont analphabètes*) entraînent une gestion monopolistique des ressources et des tentatives répétées de valorisation sociale et politique du pouvoir de décision sur la répartition de ces ressources, dont la plus grande partie est par nature collective.

La tendance à la croissance très rapide des communautés urbaines entraîne de multiples conséquences aussi bien économiques que sociales sur l'usage des ressources et leurs répartitions. Le territoire urbain est ainsi le lieu où se croisent les ressources, les populations et les activités de production, de gestion et de répartition. Analyser la corruption en tant que triple phénomène (*économique, sociale et institutionnel*) en prenant comme champ d'investigation une communauté urbaine - celle d'Annaba dans cette recherche - peut s'avérer ainsi très fructueux en matière d'enseignements sur ce phénomène central dans les pays Nord Africain. Auparavant, il s'agit de définir la notion de corruption, à la lumière des développements récents qu'ont connus les recherches dans ce domaine, aussi bien dans les milieux académiques qu'au sein des institutions internationales, en particulier celles dépendant du système des Nations Unies.

Ce sera l'objet de la première partie de cette contribution.

Les liens de causalité entre la corruption et la pauvreté, en même temps qu'une approche de la notion de pauvreté, feront l'objet de la deuxième partie de ce travail.

En troisième partie, nous présenterons la Communauté Urbaine d'Annaba, en essayant de la définir par rapport aussi bien à sa population, aux ressources dont elle dispose, qu'aux activités qui s'y exercent.

Définir la notion de corruption

La corruption est une notion complexe, ambivalente. Elle tente de décrire un état, une situation où se confronte l'éthique de la préservation et de la répartition équitable des fruits de la « *chose publique* » et le détournement de cette dernière vers une jouissance privée de ses manifestations matérielles. La corruption se pratique grâce au pouvoir discrétionnaire que procure l'autorité, la capacité d'exercer celle-ci à un moment donné dans les limites du territoire concerné et, surtout, la valorisation par diverses formes, de ce pouvoir de décision. .

Dans sa contribution sur les approches de la pauvreté, Sarah MARNIESSE souligne fort justement que cette notion a deux dimensions :

- une dimension économique qui "*exprime un aspect de niveau de vie et résulte d'une insuffisance de ressources engendrant une consommation insuffisante*". La mesure de cette forme de pauvreté s'appuie sur le revenu, traduit en valeur monétaire. Cependant, la fixation d'un seuil de revenu par jour (*l'équivalent en monnaie locale à 1 ou 2 dollars US*), en deçà duquel l'individu est considéré en état de pauvreté, si elle renseigne sur la prégnance de la pauvreté dans une population, reste un indicateur insuffisant pour rendre compte de la complexité d'une notion

dans un pays, l'Algérie, où les aspirations non quantifiables de la population peuvent être plus importantes pour cette dernière.

- une dimension socio-politique, plus prononcée dans les pays en développement tel que l'Algérie: *"La pauvreté est souvent d'abord perçue comme une détérioration des liens qui attachent l'individu à une communauté de vie"*.

Elle résulte de différents facteurs complexes, comme la présence de conflits, le sentiment d'exclusion, l'absence de liberté d'expression, la marginalisation politique dans la gestion de la Communauté, l'inégalité des citoyens devant la justice, etc. En tant que phénomène social et politique, il s'agit de relever que l'essence de la corruption évolue dans ses manifestations, en fonction de l'évolution des situations sociales, institutionnelles, économiques et culturelles. On peut dire, selon nous, qu'elle devient plus apparente en même temps que plus combattue socialement avec l'évolution des structures sociales et la prégnance des principes de droit et de démocratie dans la société.

La pauvreté n'est pas une situation propre aux pays sous développés du Sud. Elle se retrouve dans différentes strates des populations des pays développés du Nord, même si elle ne touche qu'une partie marginale de leurs habitants. C'est en cela qu'elle devient un problème politique interpellant la gestion et la répartition des ressources collectives de la nation, comme dans le cas de la région d'Annaba en Algérie.

La pauvreté est, pour nous, l'état d'une population dans le besoin, ses ressources disponibles étant insuffisantes pour lui permettre de satisfaire les nécessités matérielles et immatérielles de bien-être (*alimentation, logement, hygiène, santé, éducation, transport, sécurité, représentation politique, liberté d'expression, etc.*).

L'acuité de la pauvreté et l'injustice sociale qu'elle véhicule, devient plus insupportable quand les ressources collectives globales du pays sont bien plus importantes que celles mises à la disposition de la population. Ce cas se vérifie plus particulièrement dans les pays bénéficiant de la rente des exportations d'hydrocarbures comme l'Algérie. C'est à ce niveau que vient se greffer la corruption, comme phénomène résultant de la valorisation du pouvoir de décision sur les ressources collectives sous leurs formes monétaire et matérielle.

Corruption et pauvreté

Différentes institutions en Algérie se sont intéressées au phénomène de la pauvreté dans le pays, sa définition, ses seuils et les politiques qui visent sinon à l'éradiquer, du moins à la contenir.

Selon nous, la pauvreté est un phénomène social multidimensionnel. En tant que phénomène social caractérisant l'indigence de l'individu et de la population d'un territoire à un moment donné, la pauvreté se décline sous divers aspects comme celui économique, par exemple, lorsqu'il s'agit de la quantifier en prenant comme critère de mesure, le niveau du revenu par habitant. La pauvreté renferme aussi en elle des aspects politiques et institutionnels, dans la mesure où son existence, sa persistance, sinon son élargissement, renseignent sur la façon dont les pouvoirs publics gèrent la collectivité et leur degré de réaction face à ses besoins de vie, qui ne se limitent pas aux stricts besoins matériels. Il serait loisible de choisir certains des critères quantitatifs les plus communément admis par les chercheurs et analystes au niveau mondial, pour décider d'une définition de la « pauvreté » en relation avec ces critères préalablement fixés. Mais faisant cela, cette démarche nous garantit-elle de définir la « pauvreté » de façon objective, ce qui veut dire la définir non seulement par rapport aux critères de mesure des différents aspects du niveau de vie, mais aussi en rapport aux valeurs sociales et culturelles du territoire objet de l'étude ? Il apparaît de ce qui précède que la définition de la notion de « pauvreté » n'est pas seulement une question qui s'achève dans la détermination des niveaux quantitatifs des revenus au-dessous desquels l'individu et le groupe sont considérés comme pauvres.

En particulier, le rapport de la pauvreté à la distribution sociale des ressources, n'est pas seulement limité à la disponibilité de ces ressources. Ainsi, les éléments que dévoile l'état de pauvreté, des individus et des groupes sociaux, lui-même induit essentiellement par le niveau du revenu disponible, sont complexes et pluriels. Ils ne se limitent pas au niveau du revenu disponible, même si ce niveau les met à nu. En fait, ils interpellent le statut social, économique mais aussi et surtout le statut politique des différentes catégories sociales, en particulier les moins dotées en revenus, dans la politique générale et dans la réalité de l'exercice par l'État de ses fonctions. C'est en ce sens, même si cela est de manière indirecte, que les Organisations Internationales mettent en avant un certain nombre d'éléments (*l'éducation, la santé, le revenu, etc.*) dont la somme, quantifiée et valorisée en dollars américains et au-dessous d'un certain seuil minimal, définit selon elles, le niveau de pauvreté.

La Communauté Urbaine d'Annaba

Cette région, plus couramment dénommée la "*Région d'Annaba*", ou le "*Grand Annaba*", est un territoire singulier qui bénéficie de plusieurs caractéristiques permettant de soulever la question du développement et de ses perspectives. Sur ce territoire côtier se concentrent environ 700 000 habitants permanents et séjournent épisodiquement plus d'un million de visiteurs pendulaires.

Nous nous intéressons dans cette recherche, à la définition du contenu de l'industrialisation entamée dans la région d'Annaba depuis quelques décennies, particulièrement dans le traitement réservé à la question de l'emploi pour les demandeurs de l'agglomération urbaine d'Annaba. Il ne s'agit pas de n'importe quelle agglomération urbaine parmi toutes celles qui forment ce pays, l'Algérie, mais d'une ville représentative à plus d'un titre, et à travers l'évolution de laquelle peut être cerner la relation concrète du type d'industrialisation en cours, la pertinence de son enracinement social et institutionnel, l'articulation des stratégies et des enjeux qui l'animent avec les questions cruciales.

De par son rang de quatrième ville d'Algérie par le nombre de ses habitants, son expérience de développement local dans ses aspects les plus significatifs, est objectivement représentative des autres processus socio-économiques vécus dans les autres agglomérations urbaines d'Algérie. Historiquement parmi les plus anciennes agglomérations urbaines des pays maghrébins, la ville Annaba dispose de la profondeur temporelle nécessaire, plus que toute autre structure socio urbaine, permettent l'accumulation d'un « savoir gérer » spécifiquement lié à la ville, et aux questions socio-économiques les plus cruciales pour l'essor de ses habitants, telles que la lutte contre la pauvreté et l'emploi.

Mais la nécessité du développement local, dans ses dimensions sociales et économiques, dont une des bases se constitue à partir des réponses à apporter aux questions concomitantes de la pauvreté et de l'emploi, cadre-t-elle avec la stratégie d'industrialisation en pratique dans cette Communauté Urbaine d'Annaba ?

Faute de pouvoir faire autrement, l'aphonie persistante de toute la « *société locale* » dans toutes ses composantes aussi bien « élitaires », économiques et politiques, le rythme de désagrégation économique et de délitement sociale rapides que prend la crise multidimensionnelle, au niveau de cette agglomération, tout en étant très significatifs quant à la gravité de la crise de l'Etat en Algérie, posent un certain nombre de questions incontournables. Par exemple celle relative à la persistance sinon l'augmentation des phénomènes de corruption touchant les ressources collectives et ses principaux impacts, dont ceux liés à la problématique de l'emploi.

1 - Comment expliquer et analyser la crise urbaine multidimensionnelle dans laquelle la ville s'enfonce ?

2 - Quelles sont les stratégies des principaux acteurs de la « Société locale » face à cet état général d'approfondissement du sous-développement ?

3 - La question de l'emploi, couplée à celle de la corruption, ne forment-elles pas l'axe principal qui permet, paradoxalement, à cette « *Société locale* » de s'accommoder du sous-développement ambiant dans sa permanence, et même d'en retirer des « dividendes rentiers » sous des formes renouvelées, en instrumentalisant la collectivité et ses ressources ?

Nous tentons ici un approfondissement de ces différents aspects constitutifs, à

notre sens, des relations en pratique aujourd'hui, dans les agglomérations urbaines d'Algérie, entre la « *Société locale* » et le développement, à travers les questions éminemment cruciales de la pauvreté et de la corruption, selon leurs aspects économiques et sociaux les plus importants.

Cette recherche, centrée sur la critique de la situation en matière de création d'emploi et de lutte contre la corruption au niveau de la Communauté Urbaine d'Annaba, vise à clarifier les conditions aussi bien institutionnelles qu'économiques, pour l'émergence renouvelée de politiques locales de développement durable, créatrice d'emplois pouvant limiter les effets de la corruption. L'urgence de ces objectifs n'est plus à démontrer, face à la désagrégation avancée que vit la « Cité » en Algérie d'une part, et face aux pressions mondiales de tous ordres que subit l'Etat national dans les pays Sud méditerranéens en général, nécessitant le renforcement et la dynamisation du développement au niveau local comme un point d'appui des efforts nationaux pour un développement plus éthique, particulièrement en ce qui concerne la répartition sociale des ressources collectives.

La Communauté Urbaine d'Annaba compte environ 570.000 habitants. Cela équivaut à [1/58] de la population du pays (33.000.000 d'habitants). La population totale est répartie sur quarante huit [48] wilayas, dont celles du Sahara ont un territoire immense, plusieurs fois supérieur en superficie à ceux des wilayas du Nord, telle qu'Annaba. On voit là, un des signes de la crise multidimensionnelle à l'échelle nationale et dont la manifestation est locale : la concentration des habitants des pôles urbains, tel que celui formé par Annaba. Au-delà de l'analyse des motivations de chaque individu, dans cet exode vers les agglomérations urbaines les plus importantes, on peut avancer celle qui est commune à tous les groupes sociaux déplacés : l'absence de création d'emplois dans leurs zones d'origine, et le chômage endémique dans lequel se débattent les populations locales, toutes catégories confondues, dans un pays où les réserves de change ont dépassées les 100 milliards de dollars US au 1^{er} semestre 2008.

La ville d'Annaba concentre intra-muros la plus grande partie des habitants de la Communauté Urbaine, soit environ 390.000 habitants en 2007.

La composition des habitants par sexe est :

1- Femmes : 53 % = 200.000 habitants

2- Hommes : 47 % = 190.000 habitants.

La situation particulière, en terme de crise multidimensionnelle, que vit l'Algérie depuis 1990, font que cette situation d'exclusion relative des femmes du marché du travail est accentuée ici plus qu'ailleurs. Or, les femmes ont en majorité une importance essentielle dans le devenir des familles et leur réussite relative dans l'amélioration des niveaux de vie de leurs membres.

La composition, par classe d'âge, accentue encore plus l'exclusion des femmes,

quelles que soient leurs qualifications, des rares possibilités d'emploi et de lutte contre la pauvreté.

Les données démographiques disponibles à ce sujet montrent :

3 - Population de moins de 35 ans = 75 %

4 - Population de moins de 16 ans = 53 %

En appliquant ces taux à la population de la ville d'Annaba, on obtient :

5 - Femmes de moins de 35 ans = 154.500 habitants

6 - Femmes de moins de 16 ans = 109.180 habitants

7 - Hommes de moins de 35 ans = 144.750 habitants

8 - Hommes de moins de 16 ans = 102.290 habitants

En l'absence totale d'enquêtes locales sur la question de l'emploi dans ses divers aspects, nous appliquons à ces données les taux d'activités et de chômage nationaux.

9 - population active totale = 25 %

10 - Population active féminine = 25 % de 206.000 habitantes = 51.500 habitantes

11 - Taux d'activité féminin = 9% = 4635 personnes
12 - population active masculine = 25 % de 193.000 = 48.250 habitants
13 - Taux d'activité (hommes) = 50 % = 24.125 habitants
14 - totale des habitants ayant un emploi = 4635 + 24125 = 28.760

Et quels emplois ?

Il s'agit dans la majorité écrasante des cas (+ de 85%) d'emploi sans qualification, ou de faible qualification, entraînant des revenus à la limite de la subsistance, tournant en moyenne autour d'un salaire moyen de 8.000 dinars algériens (équivalent à moins de 100 euros). C'est à dire que chaque salarié fait vivre au moins douze personnes.

Cette situation intenable, au niveau de l'emploi à Annaba, dévoile certaines facettes de la crise telles que la prégnance de la pauvreté et son élargissement social continu. Dans cette situation de marginalisation sociale que vit le plus grand nombre des habitants de la Communauté Urbaine, la corruption trouve un terrain fertile pour durer, s'enraciner et toucher le maximum de secteurs, parmi les plus insoupçonnables.

Elle ne se limite plus aux détournements et à l'accaparement privé des seules ressources financières de la collectivité, mais s'élargit à toutes les formes de ressources et se renouvelle continuellement sous de nouvelles pratiques, comme si les innovations les plus prisées sont celles qui permettent de trouver de nouvelles voies d'accaparement privé des ressources collectives.

L'usage des ressources collectives

La Communauté Urbaine d'Annaba s'est formée au fil du temps dans une ville tout autant littorale qu'industrielle.

Ses principales ressources découlent des activités commerciales et de service, qui supplantent petit à petit des activités industrielles plus traditionnelles comme le BTP, l'agro alimentaire, la métallurgie, surtout depuis les réformes libérales entreprises à partir de 1990. En parallèle aux ressources locales, qui sont engendrées par les activités existantes de production industrielles, agricoles et de service, la Communauté Urbaine bénéficie des apports financiers et matériels de l'Etat, à travers les programmes gouvernementaux de construction d'infrastructures, de financement des secteurs éducatifs, sociaux et culturels. La masse de ces différents apports est difficilement quantifiable, dans la mesure où il n'y a aucune structure locale qui centralise et traite ces diverses données. Cependant, on peut tenter d'estimer l'ensemble de ces ressources à travers la mesure du P.I.B. par an de la Communauté Urbaine. Les estimations du P.I.B. les plus récentes (*les seules qui ont été effectuées pour une Communauté Urbaine en Algérie, et auxquelles nous avons contribué*) montrent bien la sous-évaluation de l'ensemble des ressources de la Communauté. Ce fait autorise de s'interroger sur la destination finale de la part des ressources collectives non comptabilisées dans le montant du P.I.B. Selon ces premières estimations, le P.I.B. de la Communauté Urbaine d'Annaba est de : 1 265 886 947 dollars US pour 2005. La relative modestie des ressources collectives estimées à partir du P.I.B. (2005) pour la Communauté Urbaine d'Annaba, la quatrième en importance en Algérie (*après Alger la capitale, Oran à l'Ouest et enfin Constantine au centre Est*), autorise de s'interroger sur la destination et l'usage de la part de ces ressources non connue de manière formelle.

Comment ce fait-il que la quatrième Communauté Urbaine du pays ne participe qu'à raison de 1,2 % au P.I.B. de la nation ?

Répondre à cette question nécessite de connaître la nature des activités dans cette Communauté Urbaine. Celles-ci se partagent entre l'activité industrielle pour 30 % environ du P.I.B., l'agriculture pour environ 14 % et enfin les services (*commerces de gros et de détail, transports, stockage*) qui participent pour plus de 56 % du total du P.I.B.

Dans le même temps, les estimations de l'O.N.S. indiquent que plus de 45 % de l'activité économique en Algérie s'effectue dans le cadre de l'économie informelle. Cette estimation nationale, en l'absence de données locales précises, peut être appliquée à la Communauté Urbaine d'Annaba.

Conclusion

L'importance des activités d'une part commerciales et d'autre part informelles indique une direction plausible pour l'approfondissement des liens entre corruption et pauvreté dans la Communauté Urbaine d'Annaba, dont plus du tiers de la population souffre du chômage structurel. En effet, les activités de service, en particulier celles liées au commerce, dans un pays en voie de développement ayant une faible production locale dans tous les domaines, consistent essentiellement en la distribution des marchandises importées. Elles sont fortement en relation avec le commerce extérieur et surtout les importations. Une part non négligeable de ces activités sont informelles, ce qui permet le blanchiment aisé des ressources collectives détournées par ailleurs au bénéfice de groupes privés au détriment de la collectivité plus importants de la population.

La pauvreté s'élargit et les rares solutions concrètes que tente la population pauvre pour échapper à sa condition, en l'absence de réaction significatives des Dans le même temps, le chômage prend un caractère structurel pour des pans de plus en pouvoirs publics, consiste en l'émigration clandestine vers les côtes Sud de l'Europe : la dernière semaine d'Août 2008 a vu plus de 300 personnes tenter d'émigrer clandestinement vers l'Italie à partir des côtes d'Annaba, qui devient rapidement une importante zone d'émigration clandestine Nord Africaine vers l'Europe.

Bibliographie

- BANQUE D'ALGERIE REPORT, 2008, « Les réserves de change du pays ont atteint plus de 133 milliards dollars US à fin juin 2008 », Alger.
- C.N.E.S., 1995, "Le Pacte Social, avis et recommandations", Alger.
- C.N.E.S., 2005, "Eléments de débat pour un pacte de croissance", Alger.
- KHAOUA, N.,2005, "L'eau comme révélateur de la crise multiformes en Algérie aspects économiques et impacts sociaux", Communication, Colloque International : "Water Poverty", IRD, 12/16 Décembre, Agadir.
- KHAOUA, N.,CONSTANTINESCU, L.M., 2009, "Adaptation aux changements climatiques au nord et au sud: le cas de l'Algérie et de la Roumanie", communication, le 56ème Congress de l'Association Internationale des Economists de Langue Française , 17/21Mai, Targoviste, Roumanie, publiée dans la revue "Les Annales de l'université

Communauté Urbaine, pauvreté et corruption : le cas d'Annaba, Algérie 221

- Valahia, section : sciences économiques", No.26, Maison d'édition Bibliotheca, Targoviste, p.29-42.
- MARNIESSE, S., 1999, "Note sur les différentes approches de la pauvreté", AFD, Paris.
- PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT, 2004, "Rapport mondial sur le développement humain ", New York, USA.
- O.N.S.,2008, "Bulletin semestriel de conjoncture", Juillet, Alger.
- O.N.S. ,2008, "Bulletin semestriel de conjoncture", Juillet, Alger..
- PILLET G. et al., 2008, « Analyse Méso-économique des coûts et bénéfices environnementaux du Grand Annaba », Ecosys Genève, Sba Lausanne, Gtz Annaba.